

LA REVOLUTION ESPAGNOLE

Administration pour la France:
LA REVOLUTION ESPAGNOLE
 17, Rue Sambre-et-Meuse. Paris
 C. C. Postaux: Paris 1360-10.
 C. AUDRY, 7, square du Port Royal. Paris XIII^e

Edition française hebdomadaire
 du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste
 d'Espagne
P. O. U. M.

Rédaction: **LA REVOLUTION ESPAGNOLE** (éd. fran.)
 Baños Nuevos, 16. Barcelone, Espagne
 Prix du numéro: France 0'50 fr.
 Espagne 0'15 pt.
 Abonnements: 12 numéros. 5'00 fr.

SOMMAIRE

République démocratique ou Socialisme. — Congrès de Bruxelles: Résolutions du Congrès. Délégations au Congrès. Intervention de Gorkin. Quelques interventions au Congrès. — Conférence de Barcelone. — Composition du nouveau Gouvernement Central. — Entrée de la C. N. T. dans le Gouvernement Central. — Junte de Défense de Madrid. — Premier manifeste de la Junte de Défense. — Seul le Socialisme abattra le fascisme. — Collectivisation des Magasins de Nouveautés Vilardell

République démocratique ou Socialisme

La Résolution sur l'Espagne, adoptée par le Congrès de Bruxelles et publiée par ailleurs, a reçu l'approbation de nos camarades de la «Solidaridad Obrera»; (1), mais elle nous a attiré les attaques acharnées des «unitaires» de «Treball» (2). Il n'est pas besoin de dire que cette résolution fut élaborée avec une préoccupation minutieuse d'exactitude et de justesse historique, difficilement niable.

Que dit-elle sur l'attitude du Gouvernement soviétique à propos des événements d'Espagne? En premier lieu, que l'initiative de la politique de neutralité fut prise par le Front Populaire français, lui-même formé grâce à l'attitude prise par l'Internationale Communiste. C'est une vérité historique que personne ne peut nier. Et qui peut nier encore que le Gouvernement soviétique ne s'est pas associé à cette trompeuse politique?

Il y a eu, par la suite, un changement dans l'attitude du Gouvernement soviétique, changement que nous, marxistes révolutionnaires, nous ne pouvons nous limiter à saluer et à exalter, mais que nous devons interpréter et expliquer à la classe travailleuse. A quoi a été due cette modification d'attitude? Staline a-t-il compris l'erreur commise pendant deux mois et demi, et a-t-il voulu la corriger? Qu'il y ait eu erreur, la preuve en est dans le simple fait de la rectification d'attitude. Mais le facteur réel le plus important qui a dicté ce tournant est la constatation faite par Staline que Franco, avec l'appui ouvert de Hitler et de Mussolini, pourrait triompher dans la guerre civile, ce qui renforcerait les positions politiques et stratégiques du fascisme hitlérien, que Staline considère comme son ennemi mortel. Le désir de servir les intérêts de la Révolution espagnole n'a pas présidé à la correction de l'erreur—Lénine ne se serait pas déclaré neutre une seule minute dans cette éventualité—mais c'est bien plutôt une préoccupation de politique exté-

rieure, un instinct de conservation, dans les rapports de forces internationaux. En un mot: ce qui intéresse réellement Staline, ce n'est pas le sort du prolétariat révolutionnaire espagnol ou international, mais la défense du Gouvernement soviétique établie sur une politique de pactes avec des Etats contre d'autres Etats.

Malgré cela, la Résolution invite les ouvriers de tous les pays à «soutenir toute tentative de ce genre», qui est reconnue comme décisive dans la lutte contre le fascisme. La classe ouvrière doit s'opposer à toute politique qui prétendrait altérer le caractère de classe de la Révolution espagnole et qui se limiterait à la défense de la République bourgeoise. Pourquoi cela? Le Gouvernement soviétique donne son appui à la République démocratique, non à la Révolution socialiste. C'est ce qu'il déclare ouvertement. Le Parti Communiste espagnol—et en Catalogne le Parti Socialiste Unifié—interprétant les ordres de la III^e Internationale, c'est-à-dire de Staline, prétend défendre la République démocratique et non la Révolution socialiste. Nous ne sommes, nous ne pouvons pas être d'accord avec cela. Nous, et avec nous le prolétariat espagnol, luttons pour la Révolution socialiste. Devons-nous dissimuler notre profond désaccord avec le Gouvernement socialiste, avec l'I. C. et sa section espagnole? Le faire serait hypocrite et criminel. Nous ne sommes ni hypocrites ni criminels, mais marxistes révolutionnaires. Nous défendons notre ligne politique et nous avons une responsabilité devant les masses travailleuses et devant la Révolution et nous n'y faillirons pas.

L'aide, un peu tardive mais toujours précieuse, de la Russie soviétique est la bienvenue. Mais à la faveur de cette aide nous ne permettrons pas qu'on essaie de dévier la classe ouvrière de son chemin de classe, de freiner même la Révolution. Avec ou sans aide, seuls ou soutenus, nous nous battrons jusqu'au dernier moment, en disciple fidèles de Marx et de Lénine, pour la Révolution socialiste espagnole et pour la Révolution internationale.

Extrait de LA BATALLA du 14-11-36.

CONGRES DE BRUXELLES

Résolutions du Congrès

1. Le Congrès exprime sa solidarité la plus profonde envers les ouvriers espagnols en lutte contre le fascisme. Il se rend compte que s'ils n'avaient eu à

lutter que contre les forces fascistes de l'Espagne, leur victoire serait assurée; mais, actuellement, ils se battent contre les forces du capitalisme international,

tout particulièrement contre celles des pays fascistes, l'Italie, l'Allemagne et le Portugal.

2. L'Espagne est en ce moment le champ de bataille de la classe ouvrière internationale. Le Congrès constate avec fierté que des ouvriers de beaucoup d'autres pays se battent sur le front aux cotés des ouvriers espagnols; mais des actes de courage et de dévouement individuels ne suffisent pas. *Toute* la classe ouvrière doit être engagée activement dans la lutte.

3. Le Congrès condamne énergiquement la politique dite de «neutralité», suivie en fait jusqu'à ces derniers temps par l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, les partis de la II^e Internationale et les gouvernements auxquels ils participent. Il constate que le gouvernement français, capitulant devant la pression de la bourgeoisie réactionnaire française et des Etats fascistes, a pris l'initiative d'établir le blocus en fait de la Révolution espagnole. Ceci confirme, une fois de plus, l'impuissance des démocraties bourgeoises à lutter efficacement contre le fascisme national et international. Le Congrès condamne cette politique extérieure du Front Populaire français, front populaire qui fut formé sur l'initiative de l'Internationale Communiste elle-même. Le Congrès condamne la politique du Gouvernement soviétique qui crut nécessaire de s'associer à cet accord mensonger de «non-intervention». Il espère que l'attitude présente de l'U. R. S. S., dictée surtout par sa crainte de voir le fascisme hitlérien renforcer ses positions politiques et stratégiques, et rompant avec son attitude antérieure de neutralité, se traduira par une aide effective à la Révolution espagnole; il appelle les ouvriers à soutenir toute tentative de ce genre, tout en s'opposant à une politique qui, altérant le caractère de classe de la Révolution espagnole, se bornerait à la défense de la République bourgeoise. Le Congrès dénonce également le gouvernement britannique qui, sous le couvert de la neutralité, a aidé les forces fascistes en Espagne. La duperie de cette politique apparaît clairement quand on sait que des armes et des munitions ont été fournies en masses aux rebelles par l'Allemagne, l'Italie et le Portugal.

4. Une victoire du fascisme en Espagne aurait des résultats désastreux: elle renforcerait la puissance du fascisme en Europe et en premier lieu en France; elle permettrait à l'Italie et à l'Allemagne fascistes de dominer l'ouest de la Méditerranée; elle augmente-

rait la menace de guerre contre l'U. R. S. S. et serait le prélude d'une guerre mondiale.

5. La classe ouvrière doit imposer par son action de classe la levée immédiate de l'embargo, expédier directement par tous les moyens possibles tout ce dont le prolétariat espagnol a besoin en fait d'armes, de munitions, de matières premières, de produits alimentaires et pharmaceutiques, etc.,... saboter l'envoi d'armes aux rebelles et mettre fin aux campagnes fascistes dans les journaux, le cinéma, la radio, etc.

6. Le Congrès salue les dockers, cheminots, métallurgistes, etc., qui, en différents endroits, par des grèves et le sabotage des transports d'armes aux rebelles, ont manifesté leur solidarité effective envers leurs frères d'Espagne, ainsi que leur hostilité à la politique d'étranglement de la Révolution espagnole. Il appelle les ouvriers français, anglais et belges à persévérer dans cette voie, en développant leur lutte contre la bourgeoisie, complice du fascisme espagnol, en brisant avec la politique de capitulation devant le fascisme. Le Congrès fait appel à la classe ouvrière internationale pour qu'elle aide par tous les moyens en son pouvoir le prolétariat français dont le rôle et la responsabilité sont prépondérants dans les circonstances actuelles.

7. Le Congrès acclame non seulement avec fierté les miliciens espagnols qui luttent héroïquement sur le front, mais aussi les travailleurs qui sont en train d'accomplir la Révolution socialiste dans les territoires délivrés du fascisme, particulièrement en Catalogne et la région de Valence, en s'emparant des terres, des usines, des transports, des services publics et en général de toute l'économie. *Le Congrès affirme que l'antagonisme n'est pas entre la démocratie capitaliste et le fascisme, mais entre le socialisme et le capitalisme.* C'est pourquoi, le Congrès souligne la nécessité pour la Révolution espagnole de développer les organes de masse d'ouvriers, de paysans et de combattants, pour la conquête définitive du pouvoir et l'édification d'une société socialiste. Il voit dans la Révolution espagnole une nouvelle et importante étape de la Révolution socialiste mondiale. Il considère que la solidarité effective du prolétariat international est un levier puissant pour l'action révolutionnaire et la conquête du pouvoir dans tous les pays.

8. Le Congrès félicite le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (P. O. U. M.) du rôle d'avant-garde qu'il joue dans le prolétariat révolutionnaire d'Espagne. Il salue son leader héroïque *Joachim Maurin*, ainsi que les milliers de travailleurs de toutes les organisations tombés dans la lutte contre le fascisme et le capitalisme international.

Délégations au Congrès

Les organisations suivantes avaient envoyé des représentants à Bruxelles:

1.—ORGANISATIONS AFFILIÉES AU BUREAU INTERNATIONAL DE LONDRES

Parti Ouvrier d'Unification Marxiste, Espagne.
Parti Socialiste Indépendant, Pologne.
Sozialistische Arbeiterpartei, Allemagne.
Independent Labour Party, Angleterre.
Parti Socialiste, Suède.
Parti Socialiste Maximaliste, Italie.

2.—AUTRES ORGANISATIONS

ESPAGNE: Colonne du Front d'Aragon; «Combat», de Lérida; U. G. T. de Lérida; C. N. T. de Tarragone; Union locale de Tarragone; Mouvement culturel ouvrier de Barcelone; U. G. T. de Barcelone; Jeunesses Communistes Ibériques; Syndicat des travailleurs des Assurances, U. G. T.; Syndicat de l'Habillage de Barcelone; Section d'Aviation de Barcelone.

ANGLETERRE: War Resisters International; No More War Movement; Colonial Liberties Group; R. S. P. G. B. de Edinburgh.

Allemagne: Jeunesse de la S. A. P.

Hollande: Ligue Socialiste Révolutionnaire; R. S. A. P.

FRANCE: Opposition Communiste Internationale; «Que Faire»; Gauche révolutionnaire; Comité de Vigilance des Intellectuels; Rassemblement International contre la Guerre et le Militarisme.

BELGIQUE: Ligue Socialiste Internationale Anti-Guerre; Emigrés allemands.

ETATS-UNIS: Ligue pour un Parti ouvrier révolutionnaire.

PALESTINE: Diverses organisations.

Intervention de Gorkin

Résumé analytique du discours de notre camarade Gorkin, secrétaire international du P. O. U. M.

Le camarade Gorkin fit le rapport introductif à la discussion de la question espagnole. Nous en donnons le court résumé analytique suivant:

On a assisté en Espagne à l'échec de la démocratie bourgeoise. Le socialisme réformiste attaché à cette démocratie chancelante a subi le même échec. La politique du Front Populaire pratiquée à la suite des élections a mené au soulèvement fasciste du 19 juillet.

L'action révolutionnaire des masses travailleuses, au contraire, nous a montré le chemin de la victoire. Les événements de décembre 1930, d'octobre 1934, de juillet 1936 ont été les étapes successives de la lutte de la classe ouvrière. Et ces événements ont vérifié nos positions politiques sur la situation espagnole.

Notre camarade fait ensuite un examen des trois premiers mois de lutte contre le fascisme. Il explique la situation militaire, politique et sociale de l'Espagne d'aujourd'hui. Traitant de la Catalogne, il indique pourquoi le P. O. U. M. fait partie du dernier gouvernement de la Généralité. Toutes ces explications ont été fournies dans les numéros précédents de la *Révolution Espagnole*. Il confronte la position politique du P. O. U. M. avec celles des autres partis et des autres organisations.

Aujourd'hui la Catalogne et le Levant sont à l'avant-garde de la Révolution espagnole. La Catalogne a comme organisme dirigeant un Conseil, dominé par les éléments ouvriers, tandis que Madrid est dirigée par un gouvernement à tendance bourgeoise se mouvant dans les cadres de la République démocratique bourgeoise.

Abordant la question de l'Armée nouvelle, question qui a soulevé de nombreuses craintes et polémiques à l'étranger, il donne la conception du P. O. U. M. à ce sujet. Il ne peut être aucunement question de reconstituer une armée du type bourgeois comme celle que possédait la démocratie bourgeoise avant le soulèvement fasciste. Plutôt qu'une armée régulière, nous cherchons à obtenir l'unité de commandement et à créer une nouvelle discipline, librement consentie et contrôlée par les

ouvriers, représentés par leurs commissaires dans les directions des colonnes. C'est-à-dire en définitive, que nous voulons créer une Armée Rouge qui nous assure la victoire militaire sur le fascisme. Après trois mois de lutte et plus de deux mois d'application de la dite «neutralité», nous pouvons dire qu'elle fut un crime. Notre camarade examine ensuite les diverses positions des gouvernements étrangers sur cette question, les gouvernements français, anglais, russe, d'une part, et les pays fascistes de l'autre: Allemagne, Italie, et Portugal. Il montre quelles furent les causes de la modification d'attitude du gouvernement russe sur cette question et quelles sont les conséquences de sa nouvelle position.

Notre pacifisme révolutionnaire est celui de la paix assurée par la révolution socialiste internationale.

Comment soutenir la révolution espagnole. Il faut réaliser la mobilisation internationale du prolétariat. Il faut exercer une pression sur les gouvernements pour les faire rompre avec la politique de neutralité et par dessus tout sur les gouvernements de France, d'Angleterre, de Belgique. Il faut saboter l'envoi de matériel de guerre aux rebelles et assurer l'envoi de matériel aux révolutionnaires. On doit enfin mener une campagne contre les mensonges de la presse bourgeoise. Partout où ce sera nécessaire, il faudra recourir à la grève générale.

La révolution espagnole a eu des conséquences internationales énormes. Il nous faut avoir une plate-forme d'action révolutionnaire internationale. Nous devons procéder pour cela à un regroupement des forces révolutionnaires prolétariennes qui sont maintenant éclairées sur la faillite de la politique de la II^e et de la III^e Internationales.

Comme nous l'avons déjà exprimé, la lutte qui se mène actuellement en Espagne n'est pas une lutte entre le fascisme et la démocratie bourgeoise, mais une lutte entre le capitalisme utilisant sa forme répressive la plus violente: le fascisme, et le socialisme. Il ne peut pas être supposé un instant que le socialisme ne puisse pas triompher en Espagne. Les révolutionnaires espagnols sont décidés à se battre jusqu'au bout pour y parvenir. Mais ils ont besoin aussi de l'aide du prolétariat international qui doit savoir quelle est le caractère de la lutte espagnole.

En luttant à l'avant-garde, la classe ouvrière espagnole ouvre la voie de la libération définitive du prolétariat international, la voie de la révolution socialiste internationale.

Les partis et les fractions politiques, si petites qu'elles soient, doivent adopter une position juste sur la situation internationale. Ce sera le seul moyen de s'acquérir le droit à la conquête des masses et de faire faire un pas en avant à la classe ouvrière internationale.

Du Congrès de Bruxelles doit sortir une résolution commune sur la question de l'aide au mouvement révolutionnaire espagnol. Ce sera pour toutes les organisations présentes le prélude à un regroupement des forces révolutionnaires de tous les pays.

Quelques interventions au Congrès

Le président de la séance du samedi matin, Ferner Brockway (I. L. P.), dit que le devoir de la classe ouvrière internationale, des gouvernements appuyés par les ouvriers étaient de soutenir dès le premier moment la révolution espagnole. De la lutte de la classe ouvrière en Espagne dépend l'avenir de la classe ouvrière internationale ou du fascisme.

Tout en acclamant le geste des ouvriers étrangers qui se sont joints aux travailleurs espagnols dans la lutte contre le fascisme, il faut dire que cela ne suffit pas. L'aide de la Russie est venue un peu tard, mais elle donnera peut-être encore ses fruits.

La neutralité n'a rien à voir avec la lutte de classes. On a été très surpris que le gouvernement de Front Populaire, dont on attendait précisément une aide à la Révolution espagnole, ait été le premier à demander que l'on applique le principe de neutralité. On assiste aujourd'hui à certaines difficultés de la lutte des travailleurs espagnols, dans la mesure où les rebelles ont pu recevoir tout le matériel qu'ils désiraient, alors que les ouvriers espagnols ont été privés de matériel de guerre.

Il faut comprendre que, soutenir le prolétariat espagnol, c'est commencer à travailler pour la révolution internationale.

A bas le blocus!

Il n'y a rien à demander au gouvernement anglais qui est complice du fascisme espagnol, mais au contraire il faut entraîner la classe ouvrière anglaise à lutter contre ce gouvernement afin de l'abattre.

Il a été dit par le secrétaire du Parti Communiste anglais, que les masses en Espagne ne se battent pas pour le socialisme, mais pour la démocratie. Or en Catalogne, il a été plus fait dans le domaine économique et social en deux mois, qu'en Russie en quelques années. Mais cela n'a pas été expliqué à la classe ouvrière internationale. La classe ouvrière de tous les pays soutiendrait les travailleurs espagnols avec d'autant plus d'enthousiasme, si elle connaissait le véritable caractère de la lutte qui se déroule là-bas. Par un regroupement international, il ne s'agit pas seulement de lutter contre le fascisme, mais de préparer la révolution socialiste.

Des délégués furent ensuite désignés pour participer aux travaux des trois Commissions qu'il fut décidé de former: une sur la question espagnole, une sur la guerre, le fascisme et l'impérialisme, et une sur la question russe.

A la session de l'après-midi, Maxton était président. La parole est donnée tout de suite à notre camarade Gorkin pour son rapport sur la question espagnole. Gorkin est accueilli à la tribune par une ovation prolongée. Maxton prend alors la parole pour flétrir l'attitude du gouvernement anglais qui fit expulser le délégué du P. O. U. M. de l'Angleterre; la classe ouvrière anglaise a déjà protesté unanimement contre cette atteinte aux droits des travailleurs.

Gorkin fait ensuite son rapport que nous reproduisons à part.

A la fin de ce discours, les délégués du Congrès applaudissent longuement et chantent l'Internationale.

Dans la discussion de ce rapport intervinrent:

Tait (Ecosse), qui indique les difficultés qu'ils ont rencontrées dans son pays pour mener à bout leur tâche d'aide à la Révolution espagnole. L'I. L. P. a fait un bon travail et ce travail sera poursuivi.

Ferrat («Que Faire»), dit qu'il y a des époques où des mots d'ordre marquent une ligne de démarcation entre les réformistes et les révolutionnaires. En ce moment, la neutralité est cette ligne de démarcation dans les événements d'Espagne. La neutralité est un crime.

Les périls de guerre servent toujours à empêcher le déroulement de la lutte de classes. Un révolutionnaire ne peut hésiter devant ce problème.

Le Gouvernement Blum peut tomber de deux manières: ou bien par l'action de la classe ouvrière, ou bien par l'opportunisme de son action. Ferrat examine dans les deux cas les conséquences de la chute de ce gouvernement. Le Gouvernement Blum ne connaît pas en ce moment de plus grand péril que les radicaux-socialistes qui veulent occuper sa place.

Si le Parti Communiste en France utilise ses mots d'ordre sur la question espagnole pour essayer de faire tomber le Gouvernement Blum, il faut s'emparer de ses mots d'ordre et imposer qu'on les réalise. On dévoilera par cela même l'attitude du Parti communiste.

Un gouvernement qui, tout en se solidarissant avec la lutte des travailleurs espagnols, est l'agent de la neutralité qui étrangle ces mêmes travailleurs, ne peut être soutenu plus longtemps.

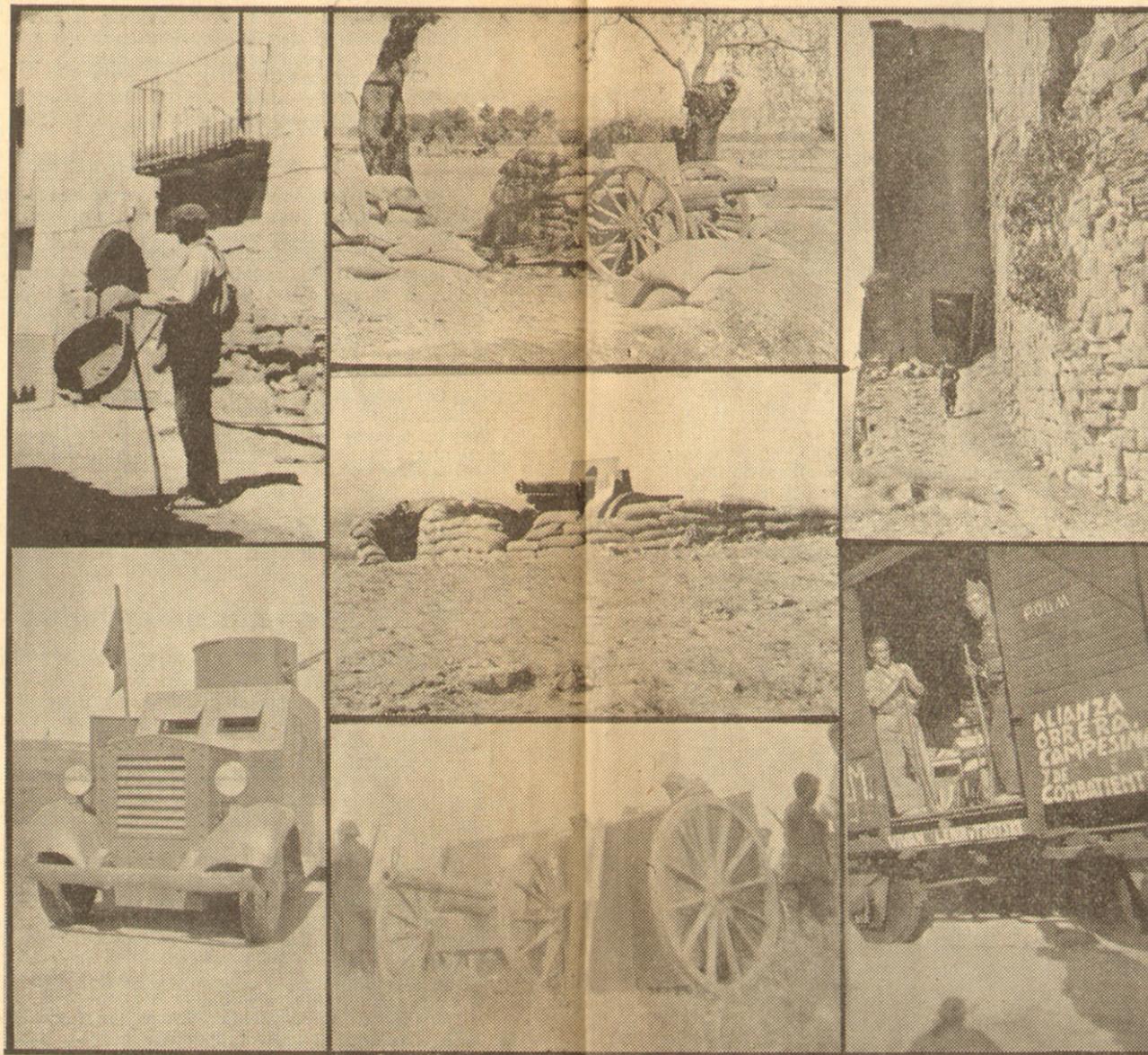
Le camarade Aplin (I. L. P.), fait la critique des positions des deux Internationales et approuve le discours de Ferrat. Il propose une protestation contre l'expulsion de Gorkin d'Angleterre.

Liebars (Belgique), parlant sur une modification d'un paragraphe de la résolution dit qu'on a commis l'erreur fondamentale de faire croire au prolétariat qu'un gouvernement bourgeois peut envoyer des armes à une Révolution. Il condamne la passivité des deux Internationales.

Sneevliet (P. S. R., Hollande), dit que les discours de F. Brockway et Gorkin ont créé une certaine base pour la résolution sur l'Espagne.

C'est spécialement la guerre civile espagnole qui a déterminé le Parti Socialiste révolutionnaire de Hollande à participer au Congrès de Bruxelles. C'est une conséquence naturelle que Gorkin ait parlé de la prochaine Conférence de Barcelone. Et le P. S. R. y participera. Dans cette Conférence, les bases pourront être jetées pour la nouvelle Internationale. Nous déclarons clairement que le travail préparatoire sur le terrain de la théorie et de la tactique est nécessaire. En préparant le

SUR LE FRONT DE HUESCA



Photographies prises sur le front de Huesca. — Au centre canons tirant sur la ville. — Auto-mitrailleuse gardant une route. — Paysan et vue des alentours de la ville. — Commandement militaire installé dans un wagon

terrain théorique, on contribue à la création de l'organisme nécessaire.

Une critique révolutionnaire internationale des événements d'Espagne est nécessaire, mais encore faut-il en connaître les détails. Gorkin a raison quand il dit: «on ne peut pas faire de clichés dans le travail révolutionnaire». C'est pourquoi il nous faut toute la documentation sur les détails, les débats du C. E. du P. O. U. M.

A son avis, la résolution proposée est le minimum de ce que peut donner notre conférence. Il n'est pas d'accord avec ceux qui demandent qu'on agisse avec précaution à l'égard de

la «faience de Delft» du gouvernement Blum. Un affaiblissement de la révolution est inacceptable.

Il ajoute quelques mots sur le rôle des organisations de classe et des organisations de masses. Les organismes de masse sont nécessaires pour la prise complète du pouvoir.

La Révolution espagnole a devant elle une tâche excessivement dure, mais elle ne peut manquer de clarifier bien des questions. En tout cas, nous ne devons avoir aucune indulgence envers la déformation idéologique stalinienne. Si l'on n'y résiste pas, si l'on ne recrée pas toute la théorie marxiste, il n'y a pas d'avenir pour la Révolution en Europe.

Signalons encore que de nombreux camarades prirent la parole. Nous nous excusons auprès des camarades qui ne sont pas cités dans ce bref compte-rendu, comme auprès des camarades dont la pensée pourrait être déformée par des erreurs de transmission. La Conférence de Barcelone permettra d'éclaircir encore plus les problèmes traités à Bruxelles, comme elle permettra, sur la foi de rapports préliminaires, d'aborder en pleine connaissance de cause les questions qui n'ont pu être discutées à fond.

CONFERENCE DE BARCELONE

Le Congrès de Bruxelles a décidé de convoquer à une date prochaine une Conférence des organisations politiques et syndicales qui acceptent la plate-forme de Bruxelles. Cette Conférence aura lieu à Barcelone. Le Bureau Socialiste de Londres et le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste sont chargés de l'organisation matérielle de cette Conférence.

Le Congrès de Bruxelles a adopté l'objectif suivant pour cette Conférence:

Examiner les conditions et impulser les forces nécessaires pour la formation d'une Internationale vraiment révolutionnaire.

La sous-Commission d'Organisation est composée de: Gorkin (P. O. U. M.), Schwab (S. A. P.), Brockway (I. L. P.).

COMPOSITION DU NOUVEAU GOUVERNEMENT CENTRAL

Le nouveau Gouvernement central de Madrid comprend depuis la collaboration de la C. N. T., dix-huit membres répartis de la manière suivante: Socialiste 6; Communistes, 2; Confédération Nationale du Travail, 4; Izquierda Republicana (Gauche Républicaine), 3; Union Republicana, 1; Nationaliste Basque, 1; Esquerra Catalana (Gauche Catalane), 1.

La présidence du Conseil est assurée par le socialiste Largo Caballero qui détient également le portefeuille de la Guerre.

ENTREE DE LA C. N. T. DANS LE GOUVERNEMENT CENTRAL

Nos lecteurs ont appris que quatre membres de la C. N. T. sont entrés, il y a peu de temps, dans le gouvernement de Madrid. Depuis longtemps, la C. N. T. demandait la participation au gouvernement central de toute les organisations ouvrières. Cette organisation exigeait aussi depuis longtemps que l'on procède activement à la défense de la capitale, réclamant dans ce but la constitution d'une Junte de Défense. Les résistances à ces mesures furent très grandes de la part des éléments qui, justement auraient dû l'approuver. Le P. O. U. M. à Madrid et à Barcelone exprimait, lui aussi, ces revendications. Les organisations révolutionnaires voulaient par cela introduire une plus grande représentation des forces ouvrières dans l'organisme central de l'Espagne.

L'entrée, enfin accordée, de quatre membres de la C. N. T. dans le Gouvernement de Madrid constitue un événement des plus importants, non seulement par l'impulsion que ce fait doit imprimer à la conduite de la guerre, mais aussi pour l'avenir même de la Révolution.

L'on doit reconnaître que nos camarades de la Confédération, sans renoncer en rien à leur conception du «Communisme libertaire», ont fait abstraction de leur idéologie pour prendre leur part dans les responsabilités qui incombent à tous. La collaboration pure et simple de la C. N. T. dans un Gouvernement montre une évolution très nette de sa politique depuis la formation du Conseil de la Généralité de Catalogne, où elle avait montré certains scrupules d'ordre idéologique qui, à l'époque, ont empêché la formation en Catalogne d'un gouvernement de classe qui aurait obtenu plus facilement la victoire sur le fascisme armé et aurait en même temps réalisé la Révolution.

Nous devons cependant nous féliciter si cette collaboration doit signifier un pas en avant vers une perspective de plus grande importance, c'est-à-dire la possibilité d'une collaboration de nos camarades anarchistes avec les diverses organisations ouvrières révolutionnaires, pour la formation d'un gouvernement prolétarien sans immixtion petite-bourgeoise.

Nous estimons qu'au lieu d'un gouvernement de Front Populaire amplifié il était nécessaire de former un gouvernement ouvrier appuyé sur les organisations ouvrières de masses, et à défaut de ce gouvernement, un gouvernement à majorité ouvrière, groupant toutes les organisations révolutionnaires, absolument toutes, et qui aurait pu, de par sa composition, donner une force nouvelle au mouvement révolutionnaire.

La veille de son entrée au Gouvernement, la C. N. T. a publié la déclaration suivante :

«Le Gouvernement, à l'heure actuelle, doit être considéré comme l'instrument régulateur des organes de l'Etat, il a cessé d'être une forme d'oppression de la classe ouvrière, comme l'Etat ne représente déjà plus l'organisme qui sépare la société en classes. Ni l'un, ni l'autre ne risquent plus d'opprimer le peuple depuis l'intervention en leur sein des éléments de la C. N. T.

Junta de Défense de Madrid

Madrid, 7 Novembre

Lors du dernier Conseil des Ministres d'hier, il a été décidé de créer une Junta de Défense chargée d'organiser et de contrôler la défense de la capitale et la République.

Ann de constituer cette Junta il fut décidé que la représentation du Gouvernement de Madrid serait assurée par le Général Miaja, chef de la 1ère Division.

A 5 heures se réunirent avec le Général Miaja, les commissaires politiques Mije, Crescenciano Bilbao et Angel Pestaña, et pour les Jeunesses Socialistes Unifiées, Santiago Cavilo. Une discussion eut lieu au sujet de la formation de la Junta de Défense qui doit comprendre tous les partis politiques et organisations syndicales et du Front Populaire. A la fin de la réunion, la liste suivante fut publiée :

Présidence, Délégué général du Gouvernement; Secrétariat, Parti Socialiste; Guerre, 2 représentants du Parti Communiste; Ordre Public; 2 représentants des Jeunesses Socialistes Unifiées; Production, 2 représentants de la C. N. T.; Ravitaillement, 2 représentants de la U. G. T.; Communications, 2 représentants de la Izquierda Republicana; Finances, 2 représentants de l'Union Républicaine; Informations, 2 représentants des Jeunesses Libéraires; Evacuation, 2 représentants du Parti Syndicaliste.

Premier manifeste de la Junta de Défense

La note suivante fut, à la suite, communiquée à la Presse: «Forces de Défense de Madrid. — Etat Major. — Ordre général du 7 Novembre.

Le Gouvernement de la République m'a confié avec la Junta de Défense de Madrid, que je préside, le commandement de

Nous passerons!

Il y a peu de jours, la situation paraissait désespérée sur le front de Madrid. Les fascistes étaient aux portes mêmes de la capitale et le gouvernement avait du transporter précipitamment son siège à Valence. A l'étranger, on considérait la capitale comme perdue. Franco n'avait-il pas convié une équipe de journalistes étrangers à assister à la prise de Madrid? Certains de ces journalistes pris sans doute d'un étrange excès de zèle, n'ont-ils pas annoncé avec force détails que la capitale espagnole était déjà aux mains de Varela.

Quant à nous, pas un seul instant nous n'avons douté. Nous avions la sécurité morale, la conviction ferme que Madrid ne tomberait pas aussi facilement. Nous savions que, derrière les travailleurs madrilènes, se trouvait toute la classe ouvrière d'Espagne.

«Les fonctions de l'Etat seront réduites, d'accord avec les organisations ouvrières, à régulariser la marche de la vie économique et sociale du pays. Le Gouvernement ne tendra pas à autre chose qu'à organiser la guerre et coordonner l'oeuvre révolutionnaire suivant un plan général.»

Avec nous, les camarades de la C. N. T. ont déclarés maintes fois qu'ils ne pouvaient accepter la militarisation pure et simple des milices, qu'ils ne pouvaient se soumettre à la caste militaire et admettre la formation d'un service militaire régulier qui échapperait au contrôle des organisations ouvrières. C'est là, justement, une des pierres de touche de la révolution. C'est un des points les plus importants sur lequel nous attirons l'attention de nos camarades au Gouvernement.

Les Camarades de la C. N. T., s'il ne survient aucune modification dans la ligne des partis qui collaborent avec eux, auront formé un Gouvernement d'Union Sacrée contre le fascisme, mais pas le Gouvernement de la Révolution. Seuls peuvent le former, les ouvriers, avec un programme nettement révolutionnaire. Un Gouvernement qui représente la volonté unanime des travailleurs peut seul oeuvrer avec l'énergie nécessaire pour détruire le fascisme d'une manière définitive.

toutes les forces qui couvrent les fronts Sud et Centre, et la mission de défendre la capitale coûte que coûte.

Je compte que toutes les forces à mes ordres, les colonnes Barcelo, Claridad, Galan, Escobar, Mena, Pradas, Lister et Bueno, sauront mettre en jeu l'enthousiasme le plus élevé qui les anime, dans la lutte pour le triomphe des idéaux que nous défendons; que, rivalisant d'abnégation et d'esprit de sacrifice, elles affronteront le combat avec la ferme volonté de vaincre, quels que soient les moyens avec lesquels l'ennemi attaque.

Il n'y a plus qu'une consigne, commune à toutes les unités et à tous les combattants; résister sans céder un pouce de terrain. Je suis sûr que tous sauront l'accomplir.

J'attends également des forces de l'arrière et de la population civile une coopération efficace, active et désintéressée, secondant les ordres du Commandement et supportant au bénéfice des combattants toutes les privations et les sacrifices qu'exige la résistance.

Tout Madrid doit sentir d'une manière unanime et ferme le désir de vaincre sur tous les fronts. Je prévient tous ceux qui montreront du relâchement dans l'accomplissement de leur devoir et à ceux qui pour des fins troubles tenteraient de troubler l'ordre intérieur au profit de l'ennemi, ou séneraient par le crime ou le pillage la panique dans la population civile, que j'appliquerai avec une extrême rigueur les sanctions les plus dures.

La défense de Madrid est garantie par l'héroïsme de nos combattants et l'ordre et la sécurité extérieure, par les forces destinées à ce but et la ténacité des citoyens.

Avec la coopération loyale de tous, le triomphe sera nôtre.

Por la Junta de Défense de Madrid, le Général Président.»

Les nouvelles que nous recevons maintenant sont, de jour en jour, plus rassurantes. Elles contrastent absolument avec celles que nous recevions ces jours passés. Nos milices ont déclenché une contreoffensive. Elles ont repris des positions stratégiques importantes. L'ennemi, attaqué à la fois de front et sur son arrière, se trouve dans une situation très difficile. Il se vérifie ce que nous avons déjà souvent dit et que nous répétons aujourd'hui: *Madrid sera la tombe du fascisme.*

Personne n'ignore que la conquête de Madrid constituait une des dernières cartes des fascistes. Battus ou maintenus sur les autres fronts, sans régions industrielles pour renouveler leur matériel de guerre, et souffrant par dessus tout de la dure et inclemente saison d'hiver, ayant de grandes difficultés financières, il leur fallait produire un coup de théâtre devant l'Es-

pagie et le monde entier. Rien de mieux que la conquête de Madrid. Tout était déjà réglé. Une fois installés à Madrid, les pays fascistes, et quelques autres encore, auraient reconnu le gouvernement fasciste. Celui-ci aurait pu négocier immédiatement un fort emprunt qui lui permit de poursuivre la guerre.

On comprend la précipitation de Franco. Il a concentré sur Madrid ses meilleures forces. Il a voulu avancer à tout prix, sans assurer ses positions d'arrière. Il crut, sans doute, que son avance précipitée et le bombardement brutal de ses avions, provoqueraient la débandade à Madrid et qu'il lui serait facile de la conquérir. Cela n'a pas eu lieu. Non seulement il a été obligé de reculer devant la contre-attaque des vaillants miliciens madrilènes, mais, encore plus, il s'est vu attaqué aussi par l'arrière et pris dans une sorte de tenaille.

Seul le Socialisme abattra le fascisme

Peut-il encore subsister un doute dans l'esprit des ouvriers des pays capitalistes, que la guerre civile en Espagne ne peut se terminer que par la victoire des prolétaires ou par celle des fascistes? En un mot: il n'y a pas d'autre solution à la bataille actuelle que le triomphe du socialisme, édifié par les ouvriers eux-mêmes, ou le triomphe du fascisme, c'est-à-dire du capitalisme sous sa forme la plus odieuse. Pour les vrais révolutionnaires, la seule issue de la situation est la Révolution prolétarienne. Cette appréciation ne se fonde pas seulement sur l'aspiration des révolutionnaires de voir enfin aboutir leur oeuvre poursuivie pendant des décades. Elle se base sur une appréciation de l'évolution politique et sur les rapports de classes dans la société espagnole. Après les convulsions successives qu'a connues l'Espagne depuis des années, le soulèvement fasciste du 19 juillet et la réaction prolétarienne qui s'ensuivit, la guerre enfin qui a lieu maintenant entre une armée fasciste et l'armée prolétarienne, indiquent que l'Espagne est entrée dans la phase ultime de la révolution prolétarienne. Le retour à un régime de domination bourgeoisie ou petite bourgeoisie dans le cadre du régime capitaliste est impossible. La république de M. Azaña, comme le dit le docte «Temps», a fait faillite, non pas seulement parce qu'elle détournait définitivement les ouvriers du régime, mais encore plus par le fait qu'elle est considérée par la bourgeoisie elle-même, comme une institution morte. Aucun regret petit-bourgeois, aucun frein stalinien ne pourraient nous ramener à cette politique, ou plutôt on ne le pourrait que grâce à l'écrasement de la classe ouvrière.

Et la question est posée actuellement au sein du front antifasciste: à qui appartiendra la victoire? Il n'y a pas d'antifascisme pur. La lutte doit avoir un caractère antifasciste prolétarien, elle doit être l'expression de la volonté de destruction du régime capitaliste, de la lutte des ouvriers en marche vers leurs buts, ceux de la domination de leur classe. Les éléments petits-bourgeois qui font partie des Comités antifascistes ne peuvent et ne pourront participer à la lutte que dans la mesure où ils accepteront la marche en avant de la société. Il leur sera nécessaire de s'adapter aux désirs et à l'action du prolétariat. Si on ne les contrôlait pas, si on leur laissait les mains libres, ce sont eux qui, à ce moment, tenteraient une nouvelle expérience bourgeoise.

Après trois mois de lutte, il s'agit de savoir si la politique de la classe ouvrière a toujours été conséquente, si elle a toujours atteint l'objectif qui doit être le sien: entraîner la petite-bourgeoisie hors de son ornière, lui faire abandonner ses vieux principes de collaboration avec les deux camps ennemis, le capitalisme d'une part et la classe ouvrière de l'autre.

Il est évident que la petite-bourgeoisie ou les restes de la bourgeoisie libérale, ont eu d'autant plus la possibilité de continuer à pratiquer une politique indépendante que la classe ouvrière n'a pas montré assez de fermeté dans la direction de la lutte au lendemain du 19 juillet. C'est pourquoi les difficultés ont été plus grandes à Madrid où a siégé, jusqu'à maintenant, un gouvernement de tendances bourgeoises, qu'à Valence et à Barcelone, où les ouvriers ont dominé dès les premiers instants.

Cette situation à Madrid a connu une grande acuité lors de la marche des rebelles sur la capitale. On a du s'apercevoir à ce moment que la politique insouciante du gouvernement de la République était près de mener à un désastre. Les avertis-

En même temps, l'offensive sur les autres fronts s'intensifie: à Oviedo, en Aragon, et au Nord... Nos forces accentuent leur pression sur tous les fronts.

Il faut intensifier l'effort. Il faut asséner un coup décisif au fascisme sur Madrid et pousser l'offensive encore plus, sur tous les autres fronts. Au front comme à l'arrière, il faut tendre tous nos efforts vers ce but. Aujourd'hui plus que jamais, nous devons crier avec toute notre énergie, avec toute notre conviction:

Nous passerons! Nous passerons!

(«La Batalla» du 13 novembre.)

sements n'avaient cependant pas été ménagés par les organisations de la classe ouvrière. Mais on s'est refusé jusqu'au dernier moment, par exemple, à l'entrée de la C. N. T. dans le gouvernement. Nous n'avons pas à estimer ici d'où sont venues les résistances à cette collaboration. Toujours est-il que la participation de la C. N. T. ne fut acceptée qu'in extremis, qu'on a rejeté délibérément aussi celle du P. O. U. M. Deux jours après, le Gouvernement abandonnait la capitale, confiant la direction des opérations militaires à cette Junta de Défense qui, elle, fut capable de sauver par une sorte de miracle, le siège du gouvernement de la «République» de la botte du fascisme.

Qu'on ne nous compare pas si légèrement la situation de Madrid en 1936 à celle de Péetrograd en 1919. Quoique attaquée par une bande de généraux à la solde du fascisme italien et allemand, l'Espagne ouvrière et paysanne n'a pas été abandonnée comme le fut la Russie de la révolution. Elle eut encore la possibilité de se procurer, dans une mesure insuffisante peut-être, mais elle put se procurer, des armements à l'étranger. Elle disposait de régions industrielles en pleine activité, dont le gouvernement central n'a pas tiré tout le profit qu'il pouvait. Enfin les organismes du pouvoir central, plein d'insouciance, combattirent les rebelles plus par des phrases que par une véritable action révolutionnaire.

Les ouvriers qui faisaient à Madrid une expérience très pénible, celle du soutien d'un gouvernement en contradiction manifeste avec leurs désirs, ne comprirent véritablement où ils en étaient que lorsque la menace sur Madrid se traduisit par l'échec des mesures de défense. Ils ne sauvèrent la situation que parce qu'ils la prirent en mains. C'est la Junta de Défense de Madrid, ce sont toutes les organisations antifascistes qui y participent, ce sont la C. N. T. et le P. O. U. M., oui, par leur énergie révolutionnaire, donnèrent l'impulsion définitive à la lutte offensive contre le fascisme.

La preuve vient donc d'être faite. Elle aurait pu coûter très cher, on peut même dire qu'elle a déjà été payée par de nombreuses victimes. Mais il a été démontré que pour la défense de leur intérêts les ouvriers ne devaient compter que sur eux-mêmes. La bourgeoisie, même si la menace fasciste s'étend à quelques-uns de ses représentants, ne peut faire la politique du prolétariat. C'est la classe ouvrière qui a sauvé Madrid, c'est elle qui s'est acoués des titres à l'exploitation de cette victoire. Il faut à Madrid même, qu'elle prenne en mains la gestion de ses intérêts. Elle a laissé passer un temps précieux. Madrid est maintenant en retard sur les cités ouvrières de la Catalogne et du Levant. Mais la classe ouvrière vaincra toutes ces difficultés.

Elle les vaincra à la condition expresse que les dirigeants du prolétariat ne lui mentent pas, qu'ils n'essaient pas de détourner de son chemin. Les staliniens tentent depuis le début de la lutte d'endiguer le mouvement de la classe ouvrière dans les limites de la «république démocratique». Ce fut le cas à Madrid où les chefs communistes n'employèrent jamais un autre langage que celui des socialistes, se livrant seulement, en plus, à une propagande pour leur parti et pour l'U. R. S. S.

La victoire de Madrid est en même temps la faillite de la politique du Front Populaire. Dans une époque révolutionnaire comme celle que traverse la classe ouvrière espagnole, il n'y a d'issue que dans la solution prolétarienne. Il faut aller de l'avant dans la voie de la révolution.

Collectivisation des Magasins de Nouveautés Vilardell

Nous avons eu la possibilité d'étudier sur place le fonctionnement d'une des plus importantes firmes commerciales de notre ville: l'ancienne «Société Anonyme Vilardell», aujourd'hui entreprise socialisée et dirigée par un comité de quatorze camarades qui ont choisi entre eux un secrétaire et trois adjoints chargés de la direction permanente.

C'est le 9 septembre que le comité décida de reconnaître l'actif et le passif de la firme et de poursuivre sa gestion. Il offrit aux gérants de l'entreprise, les frères Vilardell, et spécialement au fondateur de l'entreprise, le camarade Francisco Vilardell, de continuer à apporter leur collaboration technique.

L'entreprise socialisée Vilardell comprend en plus de la maison centrale, quatre magasins à Barcelone. Elle occupe en tout 350 travailleurs hommes et femmes.

Les camarades qui nous reçoivent et facilitent notre travail d'information, nous font part des grandes réalisations en perspective et de celles qui ont déjà été effectuées grâce à l'augmentation considérable du pouvoir d'achat des masses.

Nous introduisant dans le bureau qui sert de salle de réunion au Comité, ils nous font part des oeuvres réalisées dans l'ordre social. Ce sont, il faut le dire, celles qui leur tiennent le plus à coeur.

«Nous avons, nous disent-ils, monté en coopération avec d'autres entreprises socialisées un service d'échange dont bénéficieront grandement nos camarades. Incessamment va fonctionner une école pour les enfants des ouvriers. Elle sera installée aux quatrième et cinquième étages de notre maison centrale, sera dotée du matériel le plus moderne et placée sous le contrôle du CENU. Nous allons également installer une crèche pour les tout petits, ainsi que des cours du soir pour nos camarades qui veulent se perfectionner techniquement ou apprendre des langues étrangères: anglais, français.

Nous envisageons également la création d'une cantine où les enfants pourront manger.»

Nous camarades nous parlent ensuite du plan d'assistance sociale relatif aux retraites et aux pensions que doit payer la collectivité. Il a été décidé, nous disent-ils, que tous les ouvriers qui auront vingt cinq années de présence dans la maison pourront prendre leur retraite qui se montera à la moitié de leur

salaire. Agés de cinquante-cinq ans, ils bénéficieront d'une retraite avec les trois quarts de leur salaire. La retraite deviendra obligatoire à soixante ans et le salaire sera alors payé intégralement.

Il a été également institué des pensions pour les cas d'invalidité totale ou partielle. Nous payons déjà à trois camarades ayant atteint les soixante ans des retraites à solde entière, ainsi qu'une pension à un camarade malade depuis seize mois mais qui, nous l'espérons, pourra guérir et revenir bientôt parmi nous.

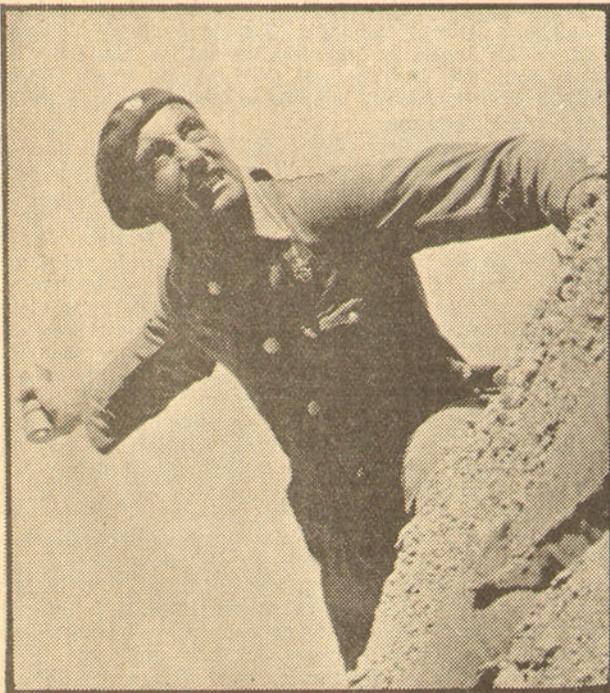
Nous avons versé pour les Milices Antifascistes, en fournitures et produits divers, une valeur de vingt-cinq mille pesetas. Nous devons aussi vous signaler que vingt-cinq de nos camarades luttent actuellement dans les milices antifascistes.

Nous avons également pourvu nos ateliers de confection et de façonnage du matériel le plus moderne. Prenons pour exemple l'atelier de confection: il y a là trente-huit machines à coudre qui avant la socialisation étaient actionnées à la pédale. Nous leur avons fait poser des moteurs.

Ceci est un petit exemple des améliorations que nous avons apportées dans notre entreprise. En ce qui concerne l'hygiène et la salubrité nous avons fait installer des lavabos et des douches, et nous sommes en train de procéder à une réorganisation complète des magasins et des services d'expédition, où le personnel travaillait dans des conditions déplorables, sans confort ni hygiène, où l'air manquait et où il fallait travailler des journées entières à la lumière artificielle.»

Ajoutons que nous avons ensuite parcouru les installations, depuis les différents magasins de vente jusqu'aux réserves et ateliers et que nous avons constaté partout l'ordre le plus parfait et une activité jointe à une bonne humeur qui ne peut exister que chez des ouvriers travaillant pour eux, pour la collectivité et non pour le profit égoïste de quelques capitalistes. Nos camarades nous ont fait part de leur intention d'ouvrir de nouvelles succursales, d'étendre de plus en plus le champ de leur activité pour le plus grand bien de tous.

Bravo, Camarades! En avant, construisez la société de demain.



Aux lecteurs de «La Révolution Espagnole»

Nous avisons nos lecteurs qu'à partir de ce numéro, LA REVOLUTION ESPAGNOLE paraîtra seulement tous les quinze jours. Ce sont des difficultés de transmission qui nous obligent à prendre cette mesure. Les numéros prochains de LA REVOLUTION ESPAGNOLE comporteront un nombre de pages plus important, afin de compenser la perte de matière que constituerait la suppression pure et simple d'un numéro sur deux.

Nous profitons de cet avis, pour rappelles à tous les lecteurs de langue française, qu'ils ont toutes possibilités de nous questionner par lettre sur les sujets qui les intéressent. Nous y répondrons, suivant les cas, par lettre ou par la voie de la Révolution Espagnole.

LISEZ ET DIFFUSEZ LE BULLETIN FRANCAIS DU
P. O. U. M.: LA REVOLUTION ESPAGNOLE